

LA PÊCHE

LE PHOQUE—SURSIS À LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur me sera-t-il permis de poser une question au ministre des Pêcheries? Je voudrais lui demander si le décret du conseil concernant les modifications proposées au sujet de la réglementation de la chasse au phoque a déjà été adopté; sinon, voudrait-il en retarder l'adoption de façon à permettre aux pêcheurs côtiers de Cap Ray à Cap Nord, de se faire un revenu d'appoint de cette façon et de présenter, à lui et à ses fonctionnaires, de nouvelles instances faisant état de leurs objections?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, en réponse à une question qu'on m'avait posée, vendredi dernier je crois, j'ai déclaré que la recommandation relative au décret du conseil avait déjà été signée; on s'attend que le décret soit adopté d'ici vingt-quatre heures. Comme il est déjà tard et que l'ouverture de la chasse approche, je ne voudrais pas retarder l'adoption des modifications aux règlements sur la chasse au phoque.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire. Je remercie le ministre de sa réponse, mais puis-je lui demander s'il voudrait consulter ses collègues intéressés à la question et voir si l'affaire ne pourrait pas être retardée encore de quelques jours au cas où quelque chose pourrait être fait à ce propos?

L'hon. M. Robichaud: Monsieur l'Orateur, il a été dit à la Chambre en différentes occasions que le ministère était prêt à accueillir des suggestions relativement aux modifications à apporter aux règlements. On a annoncé des audiences publiques qui ont eu lieu à Moncton, et les pêcheurs intéressés avaient le droit d'y formuler des instances. Comme je viens de le dire, il est maintenant trop tard pour songer à retarder l'adoption de ces modifications.

LES SÉQUELLES DE L'ALIMENTATION DU VISON À BASE DE POISSON DU LAC ÉRIÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêcheries. Vu les nouvelles vraiment alarmantes selon lesquelles le vison nourri avec du poisson capturé dans le lac Érié deviendrait stérile, quelles recherches le ministère poursuit-il présentement pour déceler dans le poisson une substance nocive?

[L'hon. M. Sharp.]

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question pourrait fort bien être inscrite au *Feuilleton*.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert C. Coates (Cumberland): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Quel était le but de la visite du premier ministre et du leader de la Chambre aux bureaux du chef de l'opposition et du *whip* de l'opposition?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'estime que cette question est inconvenante.

LE RÉGIME DE PENSIONS

LES REMBOURSEMENTS AUX EMPLOYEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social une question concernant le régime de pensions du Canada et qui découle de nombreuses instances et plaintes que j'ai reçues d'employeurs. Le ministre songe-t-il à prévoir des dispositions spéciales pour les employeurs qui ont payé plus que le maximum, comme c'est le cas pour les employés?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, cet aspect du régime de pensions du Canada relève du ministre du Revenu national.

M. Hales: Monsieur l'Orateur, puis-je donc poser ma question au ministre du Revenu national.

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, le ministre du Revenu national est chargé de percevoir les cotisations au régime de pensions du Canada. La question qui vient d'être soulevée a fait l'objet d'une étude approfondie. Le comité de la Chambre l'a étudiée en même temps que le régime de pensions du Canada. Jusqu'ici mon ministère n'a pas trouvé le moyen de calculer le remboursement que devrait toucher chaque employeur ni de méthode qui faciliterait ces remboursements. Je pourrais signaler aussi qu'aux États-Unis, où le système de sécurité sociale existe depuis environ 40 ans, on n'a pas encore trouvé de méthode de remboursement des employeurs.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire pour le ministre du Revenu national. Au cours des séances du comité chargé d'étudier le régime de pensions du Canada, un témoin a